Marine Le Pen doit éviter le débat avec E. Macron, sinon les journalistes la détruiront !

écrit par Jacques Martinez | 26 mai 2024

Comment peut-on trouver normal qu’un président de la République propose de débattre avec un seul courant politique pour des élections NON présidentielles ?

Et puisque lui-même reconnaît que c’est dans le cadre des européennes, comment se fait-il qu’aucune autre tête de liste concourant à ce scrutin ne proteste ? Pourtant il y aura pour notre seule France pas moins de 38 listes soit 3 078 candidats ! Le journal Officiel du 18 mai 2024 a publié les intitulés et les candidats de 37 listes ! Un record ! Record qui a été « augmenté » le 23 mai par l’ajout, suite à une décision du Conseil d’État, d’une. 38e liste **(1)**

Pourquoi personne ne proteste à propos de ce débat ? Parce la liste du Rassemblement National conduite par Jordan Bardella caracole en tête et pas avec un petit pas d’avance mais à 30 pas et avec 15 pas d’avance sur deux candidats qui, en outre, s’essoufflent !
Et, dans ce cas, tout le monde (du moins, ceux opposés à cette liste) espère que Marine Le Pen fera un pas de travers non forcément catastrophique mais simplement un pas de côté

même léger, même insignifiant, mais un pas qui pourrait, après débat, donner des brindilles incandescentes aux commentateurs -en majorité de gauche et même très à gauche (voir l'article du Figaro du
2024 **(3)**.

Ils ont tous envie de pouvoir dire que *« Marine Le Pen, une nouvelle fois, a donné la preuve qu'elle ne connait pas ses dossiers quand elle a affirmé que… » …« Marine Le Pen n'a pas les épaules suffisamment larges pour être présidente de la République puisqu'elle a commis l'erreur de… » …« Marine Le Pen a fait chuter la liste Bardella en rétorquant au Président Macron que… »*

En France, ce ne sont pas les politiques qui façonnent le monde politique ! Ce sont les journalistes chargés de commenter le fait politique du jour, ces journalistes qui passent pour éclairer le bon peuple ignorant, ce peuple qui ne comprend la politique que lorsque ces commentateurs, tâteurs de la pâte politique si moelleuse, si aisée à pétrir quand, responsables d'un service politique dans une chaîne d'État -donc lorsque l'on est « journaliste-fonctionnaire » puisque payé par nos impôts-
on veut donner à notre commentaire « bonne pâte » la forme ou plutôt le destin souhaité, non par le téléspectateur mais par « nous, les journalistes d'État au service de l'État » : la forme, donc, celle d'un doux biscuit ou d'un dangereux « étouffe chrétien » !

Il n'est qu'à lire l'étonnante étude demandée par le Figaro Magazine (3) à une société… belge pour plus de neutralité, et publiée ce samedi 25 mai, pour avoir la preuve de la préférence « gauchissante » de nombre de mes confrères des grands organes de presse dominant l'information auprès de ce « bon peuple » !
Sous le titre : « *Droite marginalisée et gauche*

surexposée : révélations sur le manque de pluralisme dans l'audiovisuel public », le magazine précise qu'en février dernier, « l'institut libéral Thomas More a passé au crible 587 intervenants dans les programmes de trois chaînes et trois stations du service public : France 2, France 5, France Info TV, France Info Radio, France Culture et France Inter.(…) Le résultat est édifiant : 50 % des intervenants n'affichaient pas d'orientation idéologique décelable, mais sur les 50 % restants, la moitié entrait dans la catégorie « gauches », 21 % étaient de sensibilité macroniste et 4 % seulement tenaient un discours pouvant être considéré comme de droite. »

Cela explique ce qui s'est passé après le débat entre ATTAL et BARDELLA : quasiment tous les journalistes commentateurs ont donné « un léger avantage à ATTAL » alors que, curieusement, un sondage des téléspectateurs a donné, lui, un « net avantage à BARDELLA »…

Là aussi, comment se fait-il qu'aucune des 37 autres têtes de liste n'ait exigé également un débat avec le Premier Ministre ? Je trouve que toutes les têtes de listes qualifiées de « petites » ont loupé l'occasion -pour ne pas dire le virage- de se faire connaître, de sortir -et gratuitement !- de l'anonymat en exigeant du Premier Ministre de leur accorder un débat en… tête-à-tête ! Et en cas de refus évident (comment organiser… 37 autres duels ???), d'aller déposer plainte devant ce cher Conseil d'État pour non respect de l'égalité entre candidats !

Marine Le Pen a donc raison de poser une condition à ce débat avec Emmanuel ! À savoir que si la liste Bardella arrive en tête et que, de ce fait, les électeurs auront désavoué la liste macroniste, que le président au minimum dissolve l'assemblée nationale. Et de ce fait, avec l'élan des européennes, le RN risque fort d'avoir la majorité à l'Assemblée Nationale.

Grâce à la condition posée par Marine Le Pen, Macron ne pouvant accepter une telle « condition-piège », il n'y aura pas de tête-à-tête et donc pas de commentaires désobligeants de la part de la majorité de la presse penchant à gauche à l'adresse de Marine Le Pen ! Mais je fais confiance à mes confrères, si cela se déroule ainsi, ils trouveront une raison de taper à tour de bras sur la paire Le Pen/Bardella… Et, si nécessaire, jusqu'à ce que mort -politique- s'en suive pour Bardella ou Le Pen. Ou même pour les deux, cela les satisferait… Ils me rappellent un peu, par leur pouvoir sur le monde politique, la main-mise impitoyable des Ayatollahs. Mais, avec mes confrères, heureusement, lorsqu'ils parviennent à tuer quelqu'un(e) politiquement, le ou la responsable politique peut… ressusciter !

Jacques MARTINEZ, journaliste, à RTL, de stagiaire à chef d'édition des informations de nuit (1967-2001), pigiste à l'AFP, le FIGARO, le PARISIEN…

(1)
Élections européennes des 8 et 9 JUIN 2024 : le dimanche 9 en France métropolitaine : voir ici Les 38 listes présentées en France. Ces listes sont classées selon l'ordre du tirage du ministère de l'Intérieur

(2) Dates du scrutin : Les élections ont lieu le dimanche 9 juin en France métropolitaine et dans certains territoires ultramarins : La Réunion, Mayotte, la Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna. Mais pour les autres territoires d'outre-mer , le scrutin a dû être avancé de 24 heures : il aura donc lieu le samedi 8 juin en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Polynésie française, Saint-Barthélémy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon. Pour eux, les résultats ne seront rendus publics qu'après la fermeture du dernier des bureaux de vote ouverts le dimanche.

(3)

https://www.lefigaro.fr/medias/droite-marginalisee-et-gauche-surexposee-revelations-sur-le-manque-de-pluralisme-dans-l-audiovisuel-public-20240524?